

Une affaire ouverte : Tandis que les Emirats arabes unis et Israël normalisent leurs liens, les acteurs du Golfe réagissent

Par Elham Fakhro, le 20 août 2020



Le 13 août 2020, le président américain Donald Trump a annoncé la création de relations diplomatiques entre Israël et les Emirats arabes unis (EAU). Il a célébré ce développement comme une brèche qui fera « avancer la paix au Moyen Orient ». Les deux Etats projettent d'échanger des ambassadeurs et de commencer à ouvrir une coopération dans les domaines de la sécurité, du tourisme, du commerce et de la santé. Cet accord

fait des Emirats arabes unis le quatrième pays arabe – après l’Egypte, la Jordanie et la Mauritanie – à reconnaître officiellement Israël. En échange, le gouvernement du Premier ministre Benjamin Netanyahu semble s’être engagé à ne pas avancer dans l’annexion, la Maison Blanche ayant déclaré qu’Israël avait accepté de « surseoir à sa déclaration de souveraineté sur des zones esquissées dans la Vision pour la Paix du président [américain] et de concentrer maintenant ses efforts sur l’expansion des liens avec d’autres pays dans le monde arabe et musulman ».

Cet accord met au grand jour l’un des secrets les plus mal gardés du Moyen Orient, transformant une alliance discrète mais en progression régulière en alliance ouverte. Les deux Etats font le calcul que cette démarche leur fera récolter des bénéfices stratégiques. Israël espère que cela va renforcer une coalition régionale contre l’Iran et encourager les autres Etats du Golfe à créer eux aussi des liens. De leur côté, cette démarche permet aux Emirats arabes unis de renforcer leurs liens avec l’administration Trump sans s’aliéner le camp Biden. Ceci permet aux Emirats de gagner un large soutien des Américains et de protéger ses paris à un moment où le sentiment public américain s’est éloigné des Etats arabes du Golfe. Cet accord aiderait aussi les Emirats à construire une alliance contre ce qu’ils perçoivent comme la menace la plus importante dans la région : les Frères Musulmans et leurs soutiens, le Qatar et la Turquie. Cet accord n’est pas moins un coup diplomatique et de relations publiques pour le petit Etat du Golfe dans ses efforts pour se présenter internationalement comme un flambeau de tolérance dans une partie du globe déchirée par les conflits. Mais en parvenant à un accord tout en ignorant les Palestiniens, l’agrément fait peu pour contribuer à une résolution durable du conflit israélo-palestinien et diminue sans doute la perspective d’y arriver. Il souligne aussi une convergence grandissante entre la plupart des Etats du Golfe dans l’expansion de leurs liens

avec Israël, tout en faisant ressortir de vraies divergences à propos de leur volonté de reconnaître ou de formaliser ces liens. Un chorus de réactions à cet accord de la part des acteurs de la société civile dans le Golfe révèle d'autres divergences entre la direction de la politique nationale et le sentiment public dans certains des plus petits Etats du Golfe.

Les Palestiniens

A la suite de l'annonce de Trump, et Israël et les Emirats arabes unis ont émis une avalanche de déclarations contradictoires sur ce que l'accord signifie pour les Palestiniens. Dans une déclaration sur Twitter, le Prince héritier des Emirats, Mohammed bin Zayed, a annoncé qu'on était arrivé à un accord pour arrêter la future annexion de territoires palestiniens par Israël, menace que Netanyahu avait promis de concrétiser cette année. Mais plus tard, dans une allocution télévisée, Netanyahu a confirmé que ses projets d'annexion n'avaient été que « temporairement suspendus » ajoutant qu'il était « toujours engagé » à annexer des parties de la Cisjordanie. Le 15 août, le vice ministre des Affaires étrangères, de la Culture et de la diplomatie publique des Emirats arabes unis, Omar Ghobash, a confirmé que les Emirats n'avaient pas reçu de fermes garanties de la part d'Israël qu'il n'annexerait pas à l'avenir le territoire palestinien occupé. L'Autorité Palestinienne a condamné l'accord comme étant une « agression contre le peuple palestinien », a retiré son ambassadeur du pays et a appelé à un sommet de la Ligue Arabe.

Pour les Palestiniens, l'accord est spécialement inquiétant parce qu'il faillit à traiter deux fronts essentiels dans leur lutte pour établir un Etat indépendant : la construction de colonies et l'annexion. Israël ne s'est pas engagé à mettre un

terme à la construction de colonies illégales en Cisjordanie occupée ou à Jérusalem Est. La construction incessante au-delà de l'empreinte actuelle des colonies va encore plus compromettre les perspectives déjà branlantes pour parvenir à cet Etat.

Par ailleurs, l'accord se concentre exclusivement sur l'arrêt de l'annexion de jure (officielle), tandis que l'extension du contrôle administratif et économique d'Israël sur la Cisjordanie se poursuit ; et il n'engage Israël qu'à suspendre la déclaration de souveraineté sur les zones indiquées dans le plan. En récompensant Israël pour mettre temporairement fin à ses projets d'annexion en Cisjordanie sans geler la construction des colonies ou agir en vue de la création d'un Etat palestinien viable, les Palestiniens déclarent que les Emirats arabes unis ont effectivement normalisé et endossé une occupation militaire d'un demi siècle. Ils le voient comme retournant fondamentalement la notion, enchâssée dans l'Initiative de Paix Arabe, que la normalisation avec le monde arabe serait une récompense pour un règlement négocié et non une libre concession antérieure.

Les relations du Golfe avec Israël

L'accord a fait émerger une tendance partagée parmi les Etats du Golfe dans leur positionnement envers Israël. En tant que membres de la Ligue Arabe, chacun des six Etats du Conseil de Coopération du Golfe est resté officiellement engagé dans l'Initiative de Paix Arabe de 2002, projet négocié par l'Arabie Saoudite alors dirigée par le Prince Héritier le Roi Abdallah. Grâce à cette initiative, les vingt-deux membres de la Ligue Arabe ont collectivement proposé de reconnaître Israël et son droit à exister ainsi que de normaliser des liens diplomatiques. En échange, Israël devrait se retirer

complètement des terres arabes conquises depuis 1967 et accepter un Etat palestinien souverain en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, avec Jérusalem Est pour sa capitale.

Alors que ceci restait la position officielle de la Ligue Arabe, les ambitions régionales de l'Iran ces dix dernières années ont abouti à des intérêts partagés parmi certains dans les deux camps et a finalement conduit à une coopération bilatérale entre Israël et plusieurs Etats du Golfe tels que le Bahrein, l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis. La colère contre le soutien d'Obama au renversement du gouvernement de Moubarak en Egypte – et la victoire des Islamistes aux élections du pays – ont spécialement davantage rapproché l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis et Israël. Une coopération grandissante dans les domaines de la défense et de la sécurité informatique s'est installée ouvertement mais tranquillement, accélérant une relation déjà existante.

Dans les Emirats, un changement de direction après la mort en 2004 du fondateur des Emirats arabes unis, le Cheik Zayed bin Sultan al-Nahyan, a ouvert la voie à une nouvelle génération de dirigeants plus enclins à s'autoriser une coopération avec Israël. En 2007, les Emirats ont adjugé des contrats à plusieurs entreprises israéliennes pour développer un système de « surveillance intelligente » sur toute la ville à Abu Dhabi. En 2015, une mission diplomatique israélienne a été mise en place comme faisant partie d'une agence d'énergie renouvelable à Abu Dhabi. Des réunions entre dirigeants de haut niveau sont devenues plus courantes. En 2018, l'hymne national israélien a été joué lors d'un tournoi de judo à Abu Dhabi après qu'un athlète israélien ait remporté la médaille d'or. Au début de cette année, deux des plus grands entrepreneurs de la défense d'Israël ont signé un accord avec une société basée à Abu Dhabi pour fournir des solutions

technologiques en relation avec la pandémie du coronavirus. L'industrie de la défense est un domaine essentiel de coopération : les sociétés israéliennes, sous le contrôle du ministère de la Défense, ont paraît-il vendu des armes perfectionnées aux Emirats, y compris pour la détection de missiles.

Une inquiétude grandissante à propos de la menace de l'Iran est l'accélérateur principal de la relation de l'Arabie Saoudite avec Israël, qui s'est manifestée principalement dans les domaines de la défense et de la sécurité informatique. En 2012, dans l'une des plus grandes cyberattaques de l'histoire, une cyberattaque contre l'Arabie Saoudite a anéanti soixante-quinze pour cent de ses ordinateurs. Les entreprises israéliennes ont été rapidement appelées pour évaluer et réparer les dégâts. Certaines des sociétés contactées dans ce but ont ensuite élargi leur travail pour y inclure le suivi des données et la surveillance des réseaux sociaux. Elles sont prétendument en négociations pour installer une présence à Neom, la gigacité futuriste réservée sur les bords de la Mer Rouge, où les robots vont paraît-il surpasser en nombre les humains. En 2018, le prince héritier d'Arabie Saoudite a exprimé des objectifs partagés avec Israël, faisant remarquer : « Il y a quantité d'intérêts que nous partageons avec Israël et, s'il y a la paix, il y aurait quantité d'intérêts entre Israël et les pays du CCG [Conseil de Coopération du Golfe]. »

Certains des plus petits pays du Golfe ont eux aussi pris contact avec Israël. En 2018, Oman, qui mène généralement une politique plus neutre que ses voisins, a accueilli le Premier ministre Benjamin Netanyahu pour une visite officielle à Muscat. Moins d'un plus tard, une délégation israélienne de trente membres a assisté à une conférence d'affaires au Bahreïn, contredisant les déclarations du bureau du ministre

de l'Economie comme quoi la visite avait été annulée à cause de craintes pour la sécurité et de clameurs publiques. Des journalistes israéliens sont également entrés dans le pays pour couvrir le séminaire de Jared Kushner connu sous le nom de « De la Paix à la Prospérité », conférence à paillettes tenue à l'hôtel Ritz-Carlton qui s'est déroulée avec l'absence notoire de toute représentation palestinienne.

Le Qatar, lui aussi, a forgé des liens avec Israël. En 1996, Israël avait eu l'autorisation d'installer à Doha un bureau commercial, qui a fonctionné pendant plus d'une décennie avant d'être promptement fermé après la guerre de 2009 sur Gaza. Doha a aussi servi de courtier entre le Hamas et Israël à de multiples occasions, et des responsables israéliens sont allés plusieurs fois dans la capitale, y compris au début de cette année, quand le chef du Mossad Yossi Cohen a rencontré les hauts responsables du gouvernement. Le Koweït reste le cas particulier dans le Conseil de Coopération du Golfe, ses dirigeants déclarant régulièrement qu'ils ne s'engageraient pas avec Israël, déclaration qui semble s'accorder à la réalité.

Réactions à l'Accord

La décision des Emirats arabes unis de rompre officiellement avec le consensus, au moins en surface, du monde arabe sur la normalisation a conduit à des messages mitigés de la part de leurs voisins. Vendredi, Oman et le Bahreïn ont tous deux émis des déclarations félicitant la direction des Emirats arabes unis et célébrant l'accord comme « un pas vers l'accession à la paix au Moyen Orient ». L'Arabie Saoudite, que certains avaient suspectée de vouloir les suivre en raison d'intérêts communs dans leur lutte contre l'Iran, a annoncé qu'elle n'établirait pas de liens diplomatiques jusqu'à ce qu'Israël

ait signé un accord de paix internationalement reconnu avec les Palestiniens, prenant effectivement ses distances avec la position des Emirats. Le Qatar – avec lequel le Bahrein, l’Egypte, l’Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis ont coupé les liens en 2017 – est resté calme. Le Koweït a lui aussi refusé de s’exprimer sur l’évolution.

Les réactions de la société civile ont été moins mesurées. Lundi, une coalition de vingt-trois groupes politiques et organisations de la société civile du Bahrein ont signé une déclaration conjointe rejetant la normalisation avec Israël. La liste comprenait plusieurs groupes politiques de gauche, nationalistes et libéraux, la Fédération Générale des Syndicats du Bahrein (le plus grand conglomérat de syndicats du pays qui représente au moins vingt-cinq mille travailleurs), et des organisations professionnelles telles que la Société des Avocats du Bahrein. Cette déclaration faisait suite à une précédente émise par une coalition de sept sociétés politiques qui appelait le gouvernement du Bahrein à ne pas changer sa position envers Israël. Et à la suite d’un tweet de l’ancien ministre des Affaires étrangères du pays, qui célébrait cette démarche comme si elle était dans l’intérêt des Palestiniens, un éminent dirigeant de l’opposition de gauche y a répondu avec colère, accusant le diplomate de dire des « absurdités ». Le ministre israélien de l’Information avait soutenu plus tôt que le Bahrein et Oman pourraient être les prochains à formaliser leurs liens avec Israël. Une avalanche de déclarations a également émergé au Koweït après l’annonce. Des déclarations énergiques appelant à une position commune ont été émises par vingt-et-un partis politiques et organisations de la société civile, dont des acteurs politiques islamistes et nationalistes dotés d’un large soutien. Des associations écologiques et des organisations caritatives ont également rejoint cette démarche. Une deuxième déclaration a été émise par trente-sept parlementaires de Majlis al-Umma du Koweït, qui est composé de

cinquante membres. Les parlementaires ont appelé le gouvernement à affirmer sa position contre la normalisation. Un groupe de vingt-cinq éminents personnages publics a également émis sa propre déclaration, faisant remarquer qu'ils « se tenaient aux côtés de la société civile dans son soutien aux Palestiniens », allusion apparente à leur idée que la position du gouvernement n'est pas allée assez loin. Des associations étudiantes ont rejoint la démarche, avec une coalition de quatorze associations étudiantes du Koweït – dont le syndicat des étudiants du Koweït qui à lui seul représente quarante-mille étudiants – signant une pétition commune contre la normalisation.

A Oman, le grand mufti du pays est intervenu avec son propre communiqué, avertissant sévèrement que la libération de la Mosquée al-Aqsa, et des terres qui l'entourent, demeurerait un devoir sacré. Un groupe de vingt-cinq intellectuels publics du pays a aussi émis une déclaration, appelant les gouvernements à respecter la volonté de leur peuple.

Des appels communs sont également arrivés de groupes BDS à travers le Golfe, avec des sections au Bahreïn, au Koweït, à Oman et au Qatar, toutes rejetant la normalisation. La déclaration de la section qatarie a été particulièrement remarquée pour appeler à une position commune du Golfe, malgré la rupture des relations entre Doha et plusieurs de ses voisins. Une association BDS unifiée du Golfe, « Les Habitants du Golfe Contre la Normalisation », a organisé un événement public avec des orateurs de chacun des six États, y compris les Emirats arabes unis. Et tandis que la société civile saoudienne semble n'avoir émis aucune déclaration, le hashtag « Les Saoudiens Contre le Normalisation » est apparu comme l'un des trois hashtags les plus tendance sur Twitter à la suite de l'annonce. Quatre jours après l'annonce, un groupe de vingt personnalités de la société civile émiratie, dont des

militants, des avocats et des gens d'affaires a émis une déclaration critiquant la décision du gouvernement de normaliser. Dans sa déclaration, le groupe a attribué le large silence de la société civile à la possible menace de poursuites criminelles, dont il déclarait qu'elles pouvaient aboutir à des peines de dix ans de prison.

L'accord n'est pas sans soutiens. Une éminente personnalité des médias saoudiens a défendu la décision, faisant remarquer que « l'Iran révolutionnaire et la Turquie d'Erdogan avaient tué plus d'Arabes et provoqué plus de dévastation dans la région qu'Israël ne l'a jamais fait ». Il a également renvoyé la cause palestinienne au *passé*, citant un autre commentateur qui faisait remarquer que « la question israélo-palestinienne est maintenant marginale comparée à ce qu'elle était avant 2011, quand elle occupait le devant de la scène. Elle a été éclipsée par d'autres questions telles que la guerre en Syrie et le conflit avec l'Iran ». Un flot de personnalités des réseaux sociaux des Emirats ont elles aussi exprimé leur jubilation à cette annonce, dont Hassan Sajwani qui a dit dans un tweet : « Finalement nous, Emiratis, avons la possibilité de prier à la Mosquée al-Aqsa » assorti d'une structure avec un dôme doré. Les Palestiniens ont rapidement réagi pour corriger l'acteur influent : il avait posté une photo du Dôme du Rocher, un tout autre monument. Tandis que les Emirats arabes unis et Israël sont prêts à récolter les bénéfices politiques et économiques de leur affaire ouverte, les Palestiniens font à l'inverse face à une frustration croissante que les Etats arabes, qui autrefois défendaient leur cause, semblent maintenant avoir complètement abandonnée.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [Jadaliyya](#)